



Marche mondiale des femmes

Charte mondiale des femmes pour l'humanité

Document d'accompagnement 1 – La Charte, une autre façon de « marcher »

Ce document accompagne la Charte mondiale des femmes pour l'humanité. Il explique pourquoi les femmes de la Marche mondiale des femmes ont ressenti le besoin d'écrire un nouveau texte qui reflète leur vision féministe du monde qu'elles veulent construire.

Il dénonce également le monde dans le quel nous vivons en s'inspirant des 17 revendications de la Marche mondiale des femmes.

La Charte mondiale des femmes pour l'humanité a été adoptée le 10 décembre 2004 à Kigali, au Rwanda, par la majorité des déléguées présentes à la 5^e rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes. Elle reflète la diversité des groupes de femmes qui composent la Marche mondiale des femmes. Elle contient les affirmations sur lesquelles ces groupes s'entendent et qui sont essentielles pour construire un monde d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice, de paix.

Le contenu de la Charte ne peut être modifié, au contraire de ce document d'accompagnement que chaque groupe utilisera selon ses besoins.

1. D'où vient la Charte mondiale des femmes pour l'humanité ?

La Charte mondiale des femmes pour l'humanité est une initiative de la Marche mondiale des femmes. La Marche encourage l'adhésion de nombreux groupes qui ne sont pas membres de la Marche mais qui défendent les mêmes valeurs et qui agissent pour transformer le monde dans lequel nous vivons.

La Charte décrit le monde que les femmes membres de la Marche mondiale des femmes construisent. Elle s'inscrit dans la foulée des actions menées par les nombreuses femmes qui, dans l'histoire, ont résisté aux oppressions, aux inégalités, aux exploitations, aux discriminations.

Avec cette Charte, les femmes de la Marche mondiale des femmes continuent les actions entamées en 1998 pour l'élimination de la pauvreté dans le monde et de la violence envers les femmes. Les conditions pour arriver à ces objectifs sont déclinées dans les 17 revendications adoptées par la Marche (revues en 2001). Elles ont été relayées dans 163 pays et territoires dans le monde par les quelque 6000 groupes qui adhèrent à la Marche mondiale des femmes. La Charte est une autre façon de continuer la Marche en proposant autre monde possible.

2. Spécificité de la Charte

Plusieurs textes internationaux garantissent les droits de la personne et particulièrement les droits des femmes : Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Convention sur la protection de la maternité, Convention sur les droits politiques de la femme, Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes, Convention Belém do Pará para Prevenir, Sancionar et Erradicar la violencia contra la Mujer, Déclaration de Beijing et sa plateforme d'actions, et autres.

Toutefois, ces textes ne remettent pas en cause les fondements des systèmes d'exploitation et d'oppression. Ils ne dénoncent pas le capitalisme ni le patriarcat. Ils n'assurent pas la mise en œuvre d'un nouveau projet de société qui assurera la survie de l'humanité et de la planète sur les plans écologique, économique, politique, social, culturel.

Ceci explique la nécessité de se doter d'une Charte qui rompe radicalement avec les causes de cette oppression, de cette exploitation, de cette violence et de cette destruction.

Les femmes dénoncent

Les femmes ne sont pas les égales des hommes dans l'accès aux richesses, à la terre, aux moyens de production, aux biens, à l'éducation, à la formation professionnelle, à la santé, au logement, à la nourriture, aux emplois, aux technologies, en ce qui concerne les salaires, la sécurité, le respect des droits, la protection sociale, l'information, la reconnaissance de leur dignité, le choix de leur partenaire... De nombreuses fillettes et femmes sont mariées ou remariées contre leur gré et précocement. Beaucoup n'ont pas le droit de se déplacer librement, de disposer de papiers d'identité, de maîtriser leur santé reproductive, d'émettre une opinion, d'agir en justice, d'hériter, de participer à la vie publique et politique. Elles vivent la violence, subissent les mutilations génitales, sont victimes de « crimes d'honneur », de viols, d'attaques à l'acide, sont brûlées simplement pour être des femmes et n'ont souvent aucun recours contre ces violences.

La logique capitaliste et patriarcale est bâtie notamment sur l'existence d'une main d'œuvre féminine, malléable, sous-payée qui travaille souvent dans des conditions qui s'apparentent à l'esclavage. Elle se fonde aussi sur l'assurance que les femmes accomplissent gratuitement le travail essentiel de reproduction sociale, comme la responsabilité de l'éducation des enfants, les soins aux proches, l'agriculture de subsistance, le ménage, la préparation des repas, l'entretien des vêtements.

Depuis de nombreuses générations, les femmes dénoncent le patriarcat qui leur assigne un rôle inférieur dans la société, qui assure leur domination, leur exclusion, leur marginalisation, qui les ramène au rang d'objet, niant leur qualité de personne humaine.

Les femmes dénoncent aussi le capitalisme qui opprime la majorité des femmes et des hommes dans le monde, ainsi que le racisme qui génère des inégalités intolérables. La globalisation de l'économie et des marchés accentuent ces inégalités. L'humanité ne souffre pas d'un manque de ressources ou d'une insuffisance dans la production des richesses mais d'un problème grave d'accès universel, de gestion responsable et de distribution équitable de ces ressources et de ces richesses. Alors qu'une poignée d'affairistes dans le monde sont de plus en plus riches, le nombre de personnes pauvres, qui n'ont pas accès aux biens et services essentiels à l'exercice des droits humains, ne cesse d'augmenter.

C'est pourquoi, les femmes membres de la Marche mondiale des femmes dénoncent :

- Les sociétés transnationales, les grands propriétaires terriens, les banques, les milieux financiers dont le seul objectif est de s'enrichir. En spéculant, en recherchant continuellement une augmentation de la production et de la consommation, ils entraînent la destruction des organisations locales, des petites entreprises et les petites exploitations commerciales et rurales. Ils imposent des conditions de travail difficiles, bafouent les droits sociaux et syndicaux, exploitent les adultes et les enfants, les femmes étant sur-représentées dans ces catégories de travailleuses et de travailleurs. Leur politique mène à une rupture de l'équilibre entre les humains et la terre et entraîne l'épuisement des richesses naturelles, une crise de l'énergie et le ravage de l'environnement.
- L'imposition de Programmes d'ajustements structurels et de mesures menant à couper dans les services publics par les organismes financiers internationaux (Banque mondiale, Fonds monétaire international) aux pays pauvres, qui alourdit leur dette et se traduit par un appauvrissement des populations vivant dans ces pays.
- L'appauvrissement des pays qui mène à l'apparition de mafias qui exploitent les êtres humains, les font travailler dans des conditions lamentables, inhumaines, qui vont jusqu'à l'esclavage, la prostitution et le trafic sexuel. Des millions de femmes et de fillettes sont ainsi embrigadées dans des réseaux où elles connaissent la violence.
- Les guerres et les conflits armés qui profitent aux industries de l'armement, qui déciment, les populations civiles, les appauvrissent, les blessent et qui génèrent la haine et le terrorisme, . Les femmes et les enfants en sont les premières victimes : violences sexuelles, viols, avortements forcés, stérilisations forcées, embrigadement forcé dans des armées ou factions armées, déplacements forcés, etc. Les conséquences pour leur santé physique et psychique sont dramatiques (HIV, Sida, maladies sexuellement transmissibles, traumatismes nombreux et durables).
- Toutes les formes de violences envers les femmes. Ces violences sont physiques et psychologiques. Elles sévissent partout dans le monde : au sein du couple, de la famille, à l'école, au travail, dans les lieux publics, etc. Elles entraînent des blessures profondes, des mutilations, la mort.
- Les hommes qui refusent de renoncer aux privilèges qu'ils détiennent et exercent un contrôle et un pouvoir sur les femmes dans les sphères privées et publiques.
- Tous les intégrismes religieux qui empêchent les femmes d'être libres et d'avoir la pleine maîtrise de leur corps et de leur sexualité et de décider de leur propre vie. Un développement dangereux de l'intolérance face aux diversités culturelles, sexuelles, religieuses, d'opinion.
- Les gouvernements et les parlements des États dans la mesure où ils abdiquent leurs responsabilités envers les citoyennes et les citoyens et quand ils prennent la forme de régimes autoritaires et de dictatures.
- La corruption scandaleuse érigée en système où les richesses cachées dans les paradis fiscaux et le secret bancaire constituent un vol légalisé.
- L'incapacité des Nations unies d'établir des relations égalitaires et pacifiques entre les pays et entre les peuples, et de promouvoir un développement viable. Elle souffre d'un manque de ressources financières et politiques. Le fonctionnement du Conseil de sécurité, où cinq pays riches possèdent un droit de veto, est néfaste à son bon fonctionnement et entraîne souvent des décisions injustes.

Les femmes construisent

Le monde que les femmes souhaitent construire est un monde basé sur un État de droit et sur la démocratie.

Cette démocratie doit être au service de toutes celles et de tous ceux qui vivent dans le territoire couvert par cet État. Dans cet État, les citoyennes et les citoyens disposent d'une réelle égalité politique, participent aux choix collectifs et ont une réelle capacité de contrôle sur la mise en œuvre de ces choix collectifs.

Cet État de droit représente les intérêts de toutes et de tous. Il a la responsabilité de s'assurer que chaque membre de la société a un accès réel, égal et gratuits aux services tels l'éducation, les soins de santé et qu'il dispose d'un logement salubre, d'une nourriture saine et nutritive. Il prend des mesures particulières pour améliorer la situation des personnes les plus marginalisées, discriminées et les plus pauvres de la société. Il veille à la sécurité collective et garantit la cohésion sociale, l'égalité et la solidarité.

Dans cet État, les citoyennes et les citoyens sont libres et autonomes et, à ce titre, sont responsables de leurs actes, sur le plan individuel, au sein de la famille, du couple, dans la collectivité. Vivre ensemble implique de respecter les règles qu'une société se donne collectivement quand ces règles défendent le bien-être de toutes et de tous. Ceci est vrai aussi dans les relations internationales où chaque peuple doit pouvoir décider de manière autonome de son destin.

Dans cette société, les femmes sont des citoyennes à part entière qui disposent de papiers d'identité, ont, si elles le souhaitent, le droit de porter leur nom, de choisir leur nationalité, de la transmettre à leurs enfants, ceci quel que soit leur statut social, leur état civil, le pays dont elles sont originaires, toujours dans le respect des personnes et des règles collectivement établies de la société.

La Charte rappelle à plusieurs reprises que seule une société viable à long terme qui respecte l'environnement et les ressources naturelles est une société capable qui assure aujourd'hui et assurera demain le bien-être de ses habitantes et de ses habitants. À cet égard, plusieurs groupes rappellent leur opposition à l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture, la pisciculture et autres éléments entrant dans la chaîne alimentaire. Toutefois, nous soutenons l'utilisation de manipulations génétiques contrôlées lorsque celles-ci sont au service des personnes, particulièrement des femmes, qu'elles aident à améliorer la santé et à soigner des maladies génétiques.

La Charte ne dit pas comment ce nouveau monde se fera. Elle dessine notre utopie. Elle se construit déjà et, depuis longtemps, dans chaque combat pour changer ce monde et dans chaque coin du monde. Elle nous sert de référence. À chacune et à chacun de s'en emparer et de l'utiliser.